



## 15ème législature

<b>Question N° :</b> <b>22380</b>	De <b>Mme Pascale Fontenel-Personne</b> ( La République en Marche - Sarthe )	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé</b> > Transition écologique et solidaire		<b>Ministère attributaire</b> > Transition écologique et cohésion des territoires
<b>Rubrique</b> > transports ferroviaires	<b>Tête d'analyse</b> > Freins au départ en vacances liés au réseau ferré	<b>Analyse</b> > Freins au départ en vacances liés au réseau ferré.
Question publiée au JO le : <b>06/08/2019</b> Date de changement d'attribution : <b>21/05/2022</b> Question retirée le : <b>21/06/2022</b> (fin de mandat)		

### Texte de la question

Mme Pascale Fontenel-Personne attire l'attention de Mme la ministre de la transition écologique et solidaire sur les contraintes, liées au réseau ferré, rencontrées par les organisateurs de séjours collectifs. Alors que chaque année, un Français sur trois ne part pas en vacances, il apparaît que les transports sont grandement responsables de ce non-départ. Dans le cadre de séjours collectifs, les voyages en train posent d'importantes contraintes logistiques, financières et d'inclusion aux organisateurs professionnels de séjours. Les modalités de réservations ne sont pas adaptées à l'organisation de séjours organisés en groupe et nécessitent d'être plus flexibles. Aussi, l'augmentation permanente des tarifs, le risque d'une augmentation de tarif à la suite d'une annulation de dossier ou les frais d'annulation de 25 % même plusieurs mois avant le séjour sont autant de contraintes qui viennent se répercuter sur les coûts d'organisation d'un séjour collectif. Enfin, l'organisation des Vacances adaptées organisées pour des groupes de personnes à mobilité réduite se heurte au manque de places disponibles pour personnes à mobilité réduite (maximum deux par rame sur les nouvelles rames de TGV). Depuis plusieurs mois, les organisateurs de séjours collectifs pour mineurs, et leurs représentants pointent ces difficultés. L'Union nationale des associations de tourisme et de plein air (UNAT) a récemment lancé un cri d'alerte, que Mme la députée, chargée par le Premier ministre d'une mission sur le tourisme pour tous, et vingt de ses collègues ont relayé pour faire part de ces griefs. Elle l'interroge quant aux solutions à envisager pour mettre fin à ces contraintes et permettre une organisation des départs en vacances en train plus accessible, plus inclusive et plus efficace. Elle lui demande également qu'une simplification de la gamme tarifaire soit étudiée, notamment sur les billets congés annuels.